

# Procès : l'affaire Malica ou comment différer l'application de la LEg

Autor(en): **Matthey K., Nicole**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **87 (1999)**

Heft 1436

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281641>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Procès

Nicole Matthey K.

## L'affaire Malica ou comment différer l'application de la LEg

Grâce à la LEg, Malica Kurtovic a réussi à faire reconnaître par la justice la discrimination salariale dont elle était victime. Non sans mal.



Malica et ses deux enfants

Depuis juillet 1996, date d'entrée en vigueur de la loi sur l'égalité (LEg), les procès pour discrimination salariale sont rares. À cet égard, la procédure entamée par Malica Kurtovic contre son employeur, une entreprise de la banlieue lausannoise, a valeur d'exemple.

Sans les « filets » de la loi sur l'égalité (LEg), Malica Kurtovic, dont notre journal a rapporté les péripéties en janvier et mars 1999, serait tombée dans les nombreuses chausse-trappes tendues par l'employeur. Elle n'en sortira pas totalement indemne, mais les femmes d'ici lui devront une fière chandelle.

### Rappel des faits

La jeune femme, d'origine serbe, est engagée en 1995 comme ouvrière tourneuse pour un salaire de 2400 francs, soit 30% de moins que ses collègues masculins. Son diplôme serbe une fois reconnu par l'Office fédéral de la formation professionnelle, elle demande, en février 1998, une adaptation de son salaire à sa fonction dans l'entreprise et prend contact avec le Bureau fédéral de l'égalité. Résultat : elle est licenciée le même mois. Soutenue par la FTMH, elle requiert l'annulation du licenciement, en vain. Puis, l'avocat mandaté par le syndicat, s'appuyant sur la LEg, obtient son réengagement. Une première!

Victime de pressions à tous les échelons de l'entreprise, et ne voyant pas bouger son salaire, Malica saisit à nouveau le Tribunal des Prud'hommes, exigeant son dû avec effet rétroactif. En audience, en décembre 1998, la partie adverse fait valoir que cette requête porte sur une somme excédant les compétences du Tribunal (20000 fr. selon la loi vaudoise). Manœuvre dilatoire dont le but est de prolonger la procédure en renvoyant l'affaire en Cour civile. En février dernier, enfin, le Tribunal s'estime compétent pour juger cette affaire.

### Une expertise

L'avocat de Malica, lors d'une nouvelle audience à la fin de l'été dernier, peut enfin poser la question de fond : les compétences de l'employée sont-elles équivalentes en qualité à celles de ses collègues masculins? En vertu de la LEg, il demande une expertise, propose la méthode ABAKABA<sup>1</sup> et une liste d'expert-e-s désigné-e-s par le Bureau fédéral de l'égalité. Le juge, fait nouveau, reconnaît l'existence d'un problème réel en acceptant le principe de cette expertise.

### Détermination exceptionnelle

L'avocat de Malica déplore la lenteur de la procédure. Exemple : huit mois d'attente pour obtenir la grille des salaires des col-

lègues de l'ouvrière. La partie adverse sait bien ce qu'elle fait. Si Malica a gagné deux manches - réintégration de son poste, principe d'une expertise - l'employeur en a remporté une autre : usée par cette lutte, par l'ostracisme de ses collègues, par un divorce, elle a donné son congé pour fin septembre 1999. Élever ses enfants de 6 ans et 5 mois et suivre un cours de programmation de machines sont désormais ses objectifs. Et continuer à se battre, jusqu'au Tribunal fédéral s'il le faut, pour obtenir justice. ✦

### Deux outils d'évaluation

ABAKABA est un outil d'évaluation du travail non discriminatoire à l'égard des sexes. Son complément, VIWIV, sert à dépister les discriminations salariales. Ils ont été mis au point en 1996 par deux spécialistes en psychologie et organisation du travail, C. Katz et C. Baitsch, mandatés par le Bureau fédéral de l'égalité. En effet, une enquête avait montré que les méthodes habituelles d'évaluation du travail déprécient certaines caractéristiques importantes des activités féminines, tout en accordant une large place aux exigences liées aux activités exercées généralement par des hommes.